

Vu l'avis du Conseil Central de l'Economie, Commission consultative spéciale du cuir;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques et du Plan,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. A l'article 6 de l'arrêté royal du 17 janvier 1983 portant réglementation des dénominations employées dans le secteur du cuir tanné et des peaux brutes, les modifications suivantes sont apportées :

1° L'alinéa 1er est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 1er. Par dérogation à l'article 5, la dénomination française « Peau de chamois » ne peut être utilisée dans le commerce des produits d'entretien que pour désigner des peaux d'ovins refendues ayant subi un tannage à l'huile ou à la formaldéhyde. La dénomination néerlandaise « zeemvel » ne peut être utilisée dans le commerce des produits d'entretien que pour les mêmes peaux »;

2° L'alinéa 2 est numéroté § 2, et les mots « Par dérogation au même article » sont remplacés par les mots « Par dérogation à l'article 5 »;

3° L'alinéa 3 est numéroté § 3;

4° L'alinéa 4 est numéroté § 4.

Art. 2. Notre Ministre des Affaires économiques et du Plan est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1er mars 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques et du Plan,

W. CLAES

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 89 — 597

9 MARS 1989. — Arrêté royal étendant le champ d'application des pensions de réversion octroyées aux veuves des victimes civiles de la guerre

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit, notamment l'article 17^{quater}, § 8, inséré par la loi du 30 juin 1983;

Vu les lois sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre, coordonnées le 19 août 1921, notamment l'article 5, § 3^{bis}, 8°, y inséré par la loi du 30 juin 1983;

Vu la loi du 8 août 1981 portant création de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, ainsi que du Conseil supérieur des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, notamment l'article 29;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que les dispositions prévues par le présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} juillet 1987 et qu'il importe que les mesures administratives d'ordre pratique puissent être prises au plus tôt;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Secrétaire d'Etat aux Victimes de la Guerre et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 17^{quater}, § 1^{er}, de la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit, inséré par la loi du 30 juin 1983, les mots : « le décès de la victime est postérieur au 31 décembre 1976 » sont remplacés par les mots : « le décès de la victime est postérieur au 31 décembre 1972 ».

Gelet op het advies van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven, Bijzondere Raadgevende Commissie Leder;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken en het Plan.

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 6 van het koninklijk besluit van 17 januari 1983 houdende reglementering van de in de sektor leder, huiden en vellen gebruikte benamingen, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het eerste lid wordt vervangen door de volgende paragraaf :

« § 1. In afwijking van artikel 5, kan de Franse benaming « Peau de chamois » in de handel van de onderhoudsartikelen slechts gebruikt worden om gesplitste schapevellen geloooid met olie of formaldehyde aan te duiden. De Nederlandse benaming « zeemvel » mag in de handel van de onderhoudsprodukten slechts gebruikt worden voor dezelfde vellen;

2° Het tweede lid wordt § 2 genummerd en de woorden « In afwijking van hetzelfde artikel » worden vervangen door de woorden « In afwijking van artikel 5 »;

3° Het derde lid wordt § 3 genummerd;

4° Het vierde lid wordt § 4 genummerd.

Art. 2. Onze Minister van Economische Zaken en van het Plan is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 1 maart 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken en het Plan,

W. CLAES

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 89 — 597

9 MAART 1989. — Koninklijk besluit tot uitbreiding van het toepassingsgebied van de reversstepensioenen toegekend aan de weduwen van de burgerlijke oorlogsslachtoffers

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 15 maart 1954 betreffende de herstelpensioenen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden, inzonderheid op artikel 17^{quater}, § 8, ingevoegd bij de wet van 30 juni 1983;

Gelet op de wetten op het herstel te verlenen aan de burgerlijke slachtoffers van de oorlog, gecoördineerd op 19 augustus 1921, inzonderheid op artikel 5, § 3^{bis}, 8°, ingevoegd bij de wet van 30 juni 1983;

Gelet op de wet van 8 augustus 1981 tot oprichting van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers, inzonderheid op artikel 29;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de bepalingen waarin voorzien bij dit besluit van kracht worden op 1 juli 1987 en dat het van belang is dat de praktische administratieve maatregelen zo spoedig mogelijk kunnen genomen worden;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en van Onze Staatssecretaris voor de Oorlogsslachtoffers en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 17^{quater}, § 1, van de wet van 15 maart 1954 betreffende de herstelpensioenen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden, ingevoegd bij de wet van 30 juni 1983, worden de woorden : « het slachtoffer is overleden na 31 december 1976 », vervangen door de woorden : « het slachtoffer is overleden na 31 december 1972 ».

Art. 2. Dans l'article 5, § 3bis, 1^o, des lois sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre, coordonnées le 19 août 1921, inséré par la loi du 30 juin 1983, les mots : « le décès de la victime est postérieur au 31 décembre 1976 » sont remplacés par les mots : « le décès de la victime est postérieur au 31 décembre 1972 ».

Art. 3. Les demandes de pension donnant lieu à l'octroi du bénéfice des deux articles précédents produisent leurs effets au 1^{er} juillet 1987 lorsqu'elles sont introduites avant l'expiration d'un délai de nonante jours prenant cours à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 4. Lorsqu'au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, il n'a pas encore été statué sur une demande de pension introduite antérieurement par la veuve ou l'orphelin d'une victime décédée en 1973, 1974, 1975 ou 1976, l'article 1^{er} ou 2 n'est applicable que pour autant qu'il ait pour effet de créer en faveur de l'ayant droit une situation plus avantageuse.

Art. 5. Les décisions exécutoires qui ne sont pas conformes aux articles 1^{er} et 2 du présent arrêté sont révisées à la demande des intéressés.

La demande en révision a effet le premier jour du trimestre suivant son introduction. Toutefois, la demande en révision introduite avant l'expiration d'un délai de nonante jours prenant cours à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 1987.

Si un autre ayant droit que le demandeur en révision — orphelin ou ayant droit de rang inférieur — bénéficie déjà en raison du même dommage, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, d'un droit à pension acquis en application de la loi du 15 mars 1954 précitée, la pension de réversion est octroyée sous condition suspensive jusqu'au premier jour du trimestre qui suit celui au cours duquel le droit à l'autre pension est éteint.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 1987.

Art. 7. Notre Ministre de la Justice et Notre Secrétaire d'Etat aux Victimes de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 mars 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Le Secrétaire d'Etat aux Victimes de la guerre,
P. MAINIL

**MINISTERE DE L'INTERIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

F. 89 — 598

20 FEVRIER 1989
Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937
portant le statut des agents de l'Etat

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'annexe I, modifiée par l'arrêté royal du 10 février 1988;

Vu l'arrêté royal du 14 novembre 1968 relatif à l'organisation de l'Ecole royale militaire, notamment l'article 65, § 1^{er}, modifié par l'arrêté royal du 5 juillet 1988;

Considérant qu'il est justifié, en raison de la durée et du niveau des études dispensées à l'Ecole royale militaire, de permettre à ceux qui ont réussi avec fruit ces études d'accéder aux emplois des niveaux 1 et 2 dans les administrations de l'Etat;

Vu le protocole du 2 juin 1987 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation au sein du comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Art. 2. In artikel 5, § 3bis, 1^o, van de wetten op het herstel te verlenen aan de burgerlijke oorlogsslachtoffers, gecoördineerd op 19 augustus 1921, ingevoegd bij de wet van 30 juni 1983, worden de woorden : « het slachtoffer is overleden na 31 december 1976 » vervangen door de woorden : « het slachtoffer is overleden na 31 december 1972 ».

Art. 3. Pensioenaanvragen die aanleiding geven tot het toekennen van het genot van de twee vorige artikelen hebben uitwerking op 1 juli 1987 wanneer zij zijn ingediend vóór het verstrijken van een termijn van negentig dagen ingaande de dag waarop dit besluit in werking treedt.

Art. 4. Wanneer op het ogenblik van het in werking treden van dit besluit nog geen uitspraak is gedaan over een pensioenaanvraag voorheen ingediend door de weduwe of de wees van een slachtoffer overleden in 1973, 1974, 1975 of 1976, is artikel 1 of 2 slechts van toepassing voor zover het ten voordele van de rechthebbende een gunstiger toestand schept.

Art. 5. De uitvoerbare beslissingen die niet in overeenstemming zijn met de artikelen 1 en 2 van dit besluit, worden herzien op verzoek van de belanghebbenden.

De aanvraag tot herziening heeft uitwerking de eerste dag van het kwartaal volgend op haar indiening. De aanvraag tot herziening ingediend vóór het verstrijken van een termijn van negentig dagen ingaande de dag waarop dit besluit in werking treedt, heeft evenwel uitwerking op 1 juli 1987.

Wanneer een andere rechthebbende dan degene die de aanvraag tot herziening heeft ingediend — wees of rechthebbende van lagere rang — wegens dezelfde schade reeds een pensioenrecht geniet in toepassing van de voormelde wet van 15 maart 1954, verworven vóór het in werking treden van dit besluit, wordt het reversiepensioen toegekend onder opschortende voorwaarde tot de eerste dag van het kwartaal volgend op dat waarin het recht op het andere pensioen tenietgaat.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1987.

Art. 7. Onze Minister van Justitie en Onze Staatssecretaris voor Oorlogsslachtoffers zijn belast, ieder voor wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 maart 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
M. WATHELET

De Staatssecretaris voor de Oorlogsslachtoffers,
P. MAINIL

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN OPENBAAR AMBT**

N. 89 — 598

20 FEBRUARI 1989. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, inzonderheid op de bijlage I, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 februari 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 november 1968 betreffende de organisatie van de Koninklijke Militaire School, inzonderheid op artikel 65, § 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 juli 1988;

Overwegende dat het, omwille van de duur en het niveau van de studies aan de Koninklijke Militaire School, gewettigd is degenen die de studies met vrucht voleindigd hebben, de kans te bieden om betrekkingen van de niveaus 1 en 2 in de rijksbesturen te bekleden;

Gelet op het protocol van 2 juni 1987 waarin de conclusies van de onderhandelingen binnen het comité voor de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten worden vermeld;

Gelet op het advies van de Raad van State;